

Direction
départementale
de la cohésion sociale et
de la protection des
populations

Service protection et
santé animales et
installations classées pour
la protection de
l'environnement



PRÉFET DE LA SAVOIE

**ARRÊTE PREFECTORAL
portant occupation temporaire des sols**

**Site anciennement exploité par la société TIES
Commune de CHAMPAGNEUX**

LE PREFET DE LA SAVOIE

*Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre du mérite,*

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 556-3 et R. 556-4 ;

VU le code de justice administrative et notamment ses articles R. 421-1 et R 532-1 ;

VU la circulaire ministérielle du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée chaîne de responsabilités – défaillance des responsables ;

VU la loi du 29 décembre 1892 modifiée relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2018 prescrivant l'exécution d'office des mesures de mise en sécurité du site précédemment exploité par la société TIES, et confiant la maîtrise d'ouvrage desdits travaux à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de permettre à l'ADEME et à ses délégataires d'occuper temporairement les terrains privés d'emprise du site TIES pendant le temps nécessaire à l'intervention ;

SUR proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

ARRETE

Article 1

Les représentants de l'ADEME et des entreprises mandatées par cet organisme sont autorisés, à titre temporaire, et sous réserve des droits des tiers, à procéder aux travaux prescrits par arrêté du 20 septembre 2018 au droit du site précédemment exploité par la société TIES au lieu-dit La Tuilière - 73240 CHAMPAGNEUX.

Les parcelles concernées sont les suivantes :

- section A du cadastre communal : 325, 327, 328, 1521, 1769, 1918, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1951, 1954, 1957, 1959, 1960, 2120 ;
- section B du cadastre communal : 1375, 1376, 1377, 1953.

À cet effet, ils pourront effectuer toutes les opérations que la réalisation des travaux rendra indispensable.

La présente autorisation entre en vigueur le jour de sa notification. Elle est accordée jusqu'au 31 décembre 2019. Elle sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'effet dans un délai de 6 mois à compter de sa date d'entrée en vigueur.

Article 2

Le propriétaire ou les locataires des parcelles susvisées devront suspendre toute intervention de nature à perturber la réalisation des travaux prescrits à l'ADEME par arrêté du 20 septembre 2018.

Article 3 :

Un état des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal contradictoire sera établi par l'ADEME en présence du propriétaire de chacune des parcelles susvisées ou de ses représentants.

Les indemnités qui pourraient être dues par les dommages causés à la propriété en cause à l'occasion des travaux seront à la charge de l'ADEME. A défaut d'entente amiable, leur montant sera fixé par le tribunal administratif.

Article 4 :

Outre la copie de l'arrêté préfectoral de travaux d'office du 20 septembre 2018, chacun des responsables chargés de travaux devra être muni d'une copie du présent arrêté, qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Article 5 : Délais et voie de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

Article 6 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à Me SABOURIN, liquidateur judiciaire de la société TIES.

Le présent arrêté sera publié et affiché en mairie de Champagneux au moins dix jours avant le commencement des travaux, à la diligence du maire, qui adressera à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité, et aux frais de l'ADEME.

Une copie est adressée pour information à :

- ADEME ;
- Etablissement public foncier local de la Savoie (EPFL 73).

Article 7 : Exécution

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur régional Auvergne Rhône-Alpes de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée au maire de Champagnieux.

Chambéry, le **09 OCT. 2018**

Le préfet



Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire général

Pierre MOLAGER

